

# Algérie : chronique d'un refus

Awel Haouati

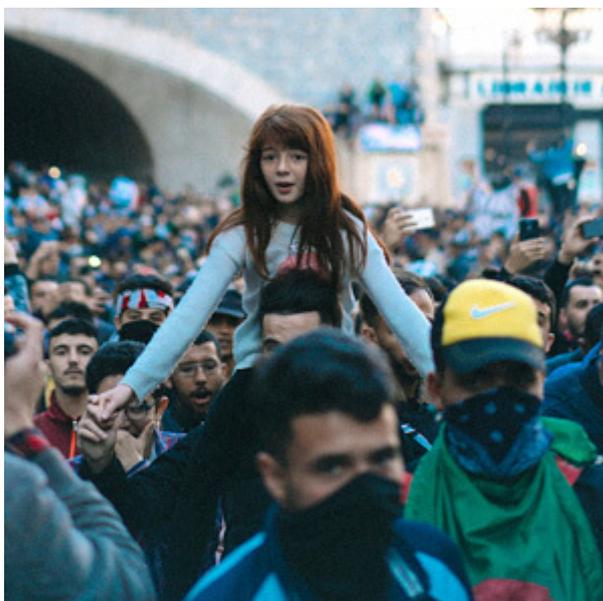
6 mars 2019

---

Texte inédit pour le site de Ballast

*Bientôt 20 ans qu'Abdelaziz Bouteflika, déjà ministre dans les années 1960 pour le compte du FLN, est au pouvoir en Algérie. L'annonce de sa candidature à un cinquième mandat — impotent qu'il est, en prime — a jeté dans les rues un nombre incalculable de citoyens écœurés. L'une de nos auteures, algérienne, a participé aux dernières manifestations. Elle en fait ici le récit, celui de toute une génération, et revient sur deux décennies de luttes populaires passées sous silence par trop de grands médias francophones : non, l'Algérie ne se « réveille » pas ; sa colère éclate seulement au grand jour. ☰ Par Awel Haouati*

---



: quelque chose d'important, d'inédit, est en train de prendre forme. Il y a aussi

« Quand le présent prend de l'intensité, tettef [c'est la confusion]. On est tous dans la même situation. On est dans le grand huit », me dit un ami à mon retour de manifestation. Depuis le vendredi 22 février, nous sommes nombreux, en Algérie, à partager ce sentiment : être entré dans une toute autre temporalité. Chacun exprime à sa manière cette étrange sensation de détachement — de son quotidien, de la répétition, de la routine. « On est dans une autre dimension », précisera cet ami. Il y a cette exaltation, cette excitation



l'appréhension, la peur que tout cela ne se termine pas comme on le souhaiterait, la crainte d'emprunter la mauvaise route. L'incertitude et l'attente.

*« Il y a aussi l'appréhension, la peur que tout cela ne se termine pas comme on le souhaiterait, la crainte d'emprunter la mauvaise route. »*

Accrochée à des dizaines de comptes et de pages Facebook, je fais défiler les vidéos, j'écoute ce que racontent les copains dans une succession de clips vocaux sur Messenger, je croise les récits des uns et des autres. La journée du 1<sup>er</sup> mars a été exceptionnelle, autant pour celles et ceux de ma génération (nés entre les années 1980 et le début des années 2000) que pour nos aînés. Si nous n'avons jamais véritablement manifesté dans notre pays, eux disent n'avoir jamais assisté à une telle marche — inattendue tant par son importance physique que par sa forme. Bien que pacifique, elle s'est finalement vue violemment réprimée : des affrontements ont eu lieu entre une partie des manifestants et la police, qui a empêché la foule de gagner les hauteurs d'Alger et le palais présidentiel d'El-Mouradia. Plusieurs blessés, et un mort signalé : Hassan Benkhedda, fils de Benyoucef Benkhedda, le deuxième président du GPRA — le gouvernement provisoire de la République algérienne durant la guerre d'indépendance. Un douloureux symbole. L'espoir soulevé par la marche s'est momentanément dissipé face à l'ahurissement collectif provoqué par les derniers rebondissements de cette pré-campagne électorale — notamment le maintien de la candidature de Bouteflika, et ce malgré la contestation —, avant de reprendre de plus belle par les marches nocturnes de la nuit du 3 au 4 mars et l'immense mobilisation étudiante des jours suivants.

## Une colère latente

Le dernier grand soulèvement en Algérie remonte à 2001 : on le nomme le « printemps noir » en raison du nombre important de victimes causé par la répression. Le point de départ de ce soulèvement avait été l'immense colère qui avait gagné la population suite à la mort de Massinissa Guermah, 18 ans, tué par balle dans la gendarmerie d'une petite commune de Kabylie. Cet assassinat survenait au lendemain d'une décennie de guerre, dite « civile », d'une extrême violence. Des émeutes avaient éclaté en Kabylie, suivies par d'autres régions du pays, dont celle des Aurès. Le soulèvement grandissant avait pris la forme d'un mouvement auto-organisé, structuré autour de comités de villages qui rejetaient l'ingérence des partis comme des syndicats. Une plateforme de revendications avait été adoptée par plusieurs *wilayas*<sup>1</sup>. Les marches en direction de la capitale avaient été bloquées à l'entrée de celle-ci : le pouvoir cherchait ainsi à limiter le mouvement à

de simples revendications identitaires circonscrites à la Kabylie. Le soulèvement de 2001 a fait plus de 120 morts ; le mouvement avait été brisé, et en partie récupéré, aspiré par le « système ». Pour autant, la société algérienne ne s'était pas « endormie », comme on a pu le lire dans plusieurs médias français depuis le début de l'actuelle contestation contre le cinquième mandat — ainsi du *Monde* ou de *Marianne*, faisant état d'un « réveil » des Algériens, d'un cœur qui se serait remis à battre... Ces formules hâtives oublient qu'au cours des 18 années qui séparent ces deux moments, de nombreux mouvements de contestation se sont formés, notamment en 2011 et en 2014, même s'ils n'ont pas réussi à fédérer une part aussi importante de la population — une mobilisation rassemblant des milliers de chômeurs avait ainsi vu le jour à Ouargla, dans le Sud algérien, en 2011 ; une autre, demandant l'arrêt de l'exploitation du gaz de schiste dans des villes du Sahara, s'était déroulée à la fin de l'année 2015. De nombreuses émeutes, dont il serait difficile de retracer la chronologie ici, ont rythmé ces années en plusieurs points du territoire national. Si ces mouvements de contestation ont été discontinus et ponctuels, ils n'en disaient pas moins le ras-le-bol généralisé de la population, la colère latente, celle qui, aujourd'hui, éclate au grand jour.



□"Lâchez-nous, bon Dieu ! », Oran, 1<sup>er</sup> mars 2019, par Walid Beghdadi□

Cette colère, c'est celle de toute une génération, née après la brève ouverture qu'a connue le pays entre fin 1988 et fin 1991 : une génération, celle des 20-30 ans, qui n'a jamais connu autre chose que ce système. Si celle-ci n'a pas le même bagage politique



que ses aînées, si elle n'a pas adhéré à des partis ou à des syndicats — pour la plupart affaiblis, cassés durant les années 1990 et les mandats successifs de Bouteflika, rendus marginaux dans l'espace politique —, elle semble néanmoins avoir pleinement conscience de ce qui se joue. Sa politisation s'est faite au sein d'autres espaces, sur d'autres terrains. Songeons à l'influence des stades de football depuis plusieurs années, aux **chants contestataires des « ultras »** des principales équipes locales, dont les manifestations actuelles se font l'écho. 2019 paraît annoncer la fin d'un cycle ; la candidature d'un président grabataire à un cinquième mandat de la honte pousse des centaines de milliers d'Algériens à « *briser le silence* », pour reprendre l'expression de la journaliste **Ghania Mouffok**, à dire « non ». Non à un système, à ce que certains appellent « l'ère Bouteflika », à l'ensemble de ce qui s'y rattache en matière d'abus de pouvoir, de corruption, d'humiliations et d'affronts faits à la population, de dysfonctionnement généralisé — d'un pays, d'un État, d'une société. 20 ans ont passé depuis l'investiture de ce président, en 1999. Presque une génération. « *Etelgou rabna* » [« *Lâchez-nous, bon Dieu !* »], dit la pancarte d'un manifestant à Oran, ce 1<sup>er</sup> mars.

### **« Laisse le drapeau, enlève la photo »**

**« Cette colère, c'est celle de toute une génération, arrivée après la brève ouverture qu'a connue le pays entre fin 1988 et fin 1991. »**

Le FLN a exprimé son intention de présenter Bouteflika comme candidat à la présidentielle le 9 février 2019, dans ce que les gens appellent désormais avec humour « l'incident de la Coupole », du nom de la salle omnisports d'Alger où le meeting d'annonce a été organisé, ou « l'incident du cadre ». Pour cause, Bouteflika n'y a été présent que sous la forme d'un portrait peint et encadré. Un clin d'œil, également, à l'histoire coloniale — le fameux « **incident de l'éventail** », qui précède l'invasion et la conquête de l'Algérie par la France en 1830. Le cadre est, depuis le 22 février, l'un des symboles de la mobilisation : on le retrouve, vide, parmi la foule, encadrant les visages des manifestants eux-mêmes. « *Le cadre, c'est nous* ». Depuis presque six mois, des chants de stade, toujours à l'avant-garde, disaient déjà « *Makanch raïs, kayen tesswira* » [« *Il n'y a pas de président, il y a une image* »] ! Des manifestants, lors d'un rassemblement face à l'APC<sup>2</sup> de Khenchela, à l'est du pays, crient à leur tour le 19 février : « *Kheli la'lam, nehi la photo* » [« *Laisse le drapeau, enlève la photo [de Bouteflika]* »]. Le portrait du président, imprimé sur une bache suspendue à la façade du bâtiment, est retiré sous les acclamations de la foule.

L'annonce officielle de sa candidature à la présidentielle par Bouteflika lui-même, le 10

février, ne surprend pas grand-monde — même si l'espoir de le voir se désister subsistait encore. Autour de moi, les gens sont choqués, abattus. « *Il a osé. Ils ont osé. Ils n'ont donc pas honte.* ». Dès le lendemain, des appels anonymes sont relayés sur les réseaux sociaux et sur certains sites ; leurs auteurs demeurent inconnus et suscitent bien des supputations et rumeurs. Toujours est-il que ces appels poussent des centaines de milliers de manifestants à sortir une première fois, le vendredi 22 février<sup>3</sup>. Cette marche, qui aurait rassemblé plus de 100 000 manifestants à Alger et plusieurs milliers, voire centaines de milliers<sup>4</sup>, dans les autres villes du pays, comme Oran, Bouira ou Tlemcen, marque le début d'une succession de rassemblements, de marches et de *sit-ins*. Mardi 26 février, des centaines de milliers d'étudiants manifestent au sein de leurs facs, dans plusieurs villes, et sortent pour marcher lorsqu'ils en ont eu la possibilité, quand l'entrée des bâtiments universitaires n'est pas bloquée par les policiers. Parallèlement, des rassemblements par corporation s'organisent, des avocats au personnel de la radio puis de la télévision nationale algérienne, dans la capitale, afin de contester la censure et la propagande. Une journaliste annonce sa démission de son poste de rédactrice en chef, en réaction à l'exigence formulée par la direction de la radio : ne pas mentionner les manifestations du 22 février au journal. Une partie de ses collègues la soutient ; « *Nous sommes le service public, et non des journalistes étatiques* », affirme le communiqué des journalistes en date du 23 février.



□Alger, 1<sup>er</sup> mars 2019, par Lydia Saidi□



### « *Pacifique, pacifique !* »

Alger, vendredi 1<sup>er</sup> mars. Rendez-vous à 14 heures, après la prière du vendredi. Nous sortons du quartier d'une amie pour rejoindre une des artères principales de la ville. Un barrage de police bloque déjà la rue — nous n'en comprenons pas l'organisation ni l'objectif puisqu'il laisse passer les manifestants de part et d'autre. Dans le groupe de femmes qui m'accompagne, certaines se sont, pour l'occasion, vêtues de vert et de rouge. Le drapeau national est présent sur les balcons et partout au sein des manifestants, porté au bout d'un bâton, accroché au cou, imprimé sur un t-shirt ou fixé aux épaules pour former des ailes. « *Tahya el Djazaïr !* » [« Vive l'Algérie ! »] crie une vieille dame depuis un balcon, son petit poing en l'air, lorsqu'elle nous voit, six femmes, descendre les escaliers puis la ruelle qui nous mène à la rue Didouche Mourad — les marcheurs y afflueront sans discontinuer durant près de quatre heures. Des femmes lancent des youyous. Quelque chose de particulier, d'unique, est en train de se passer ; nous en prenons conscience. Une boule au ventre, déjà décrite par les marcheurs du 22 février, se fait ressentir : excitation ou légère appréhension ? Probablement les deux.

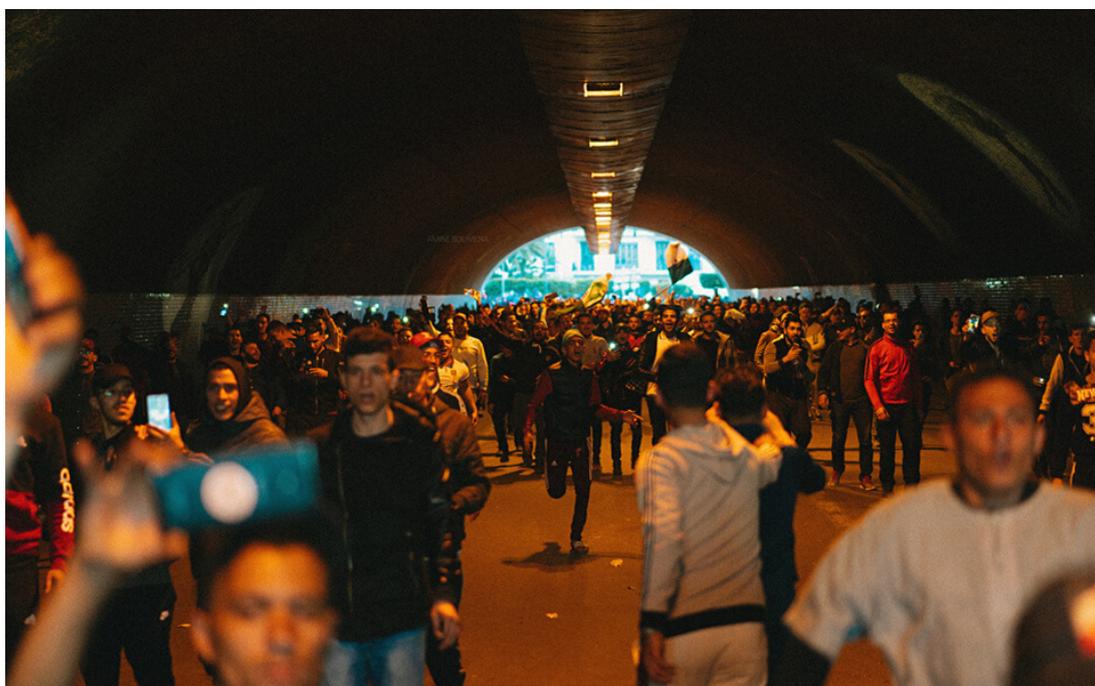
*« Je n'ai jamais vu ça. Et Dieu sait qu'on en a fait des marches, à l'époque ! Je n'ai plus de voix, je n'ai pas arrêté de pleurer quand je suis arrivée et que j'ai vu ça. »*

Les chiffres exacts de cette marche ne nous seront peut-être jamais transmis, malgré la présence, constante, d'un, puis de trois hélicoptères au-dessus de la ville, de 8 heures du matin jusque tard dans la nuit. L'un d'entre eux, au moins, est équipé d'une caméra, fixée à l'extérieur de l'appareil. Seules ses images permettraient de mesurer pleinement l'importance de la foule sur l'ensemble de la ville. Les milliers de photographies et de vidéos postées sur les réseaux sociaux n'en donnent pas moins un large aperçu. Jamais, de mémoire de manifestant, une foule aussi dense n'a occupé ces espaces. Un journal algérien mentionne une source de la police : 800 000 personnes rien qu'à Alger. « *Je n'ai jamais vu ça, même à l'époque du FIS [Front islamique du salut], je n'ai jamais vu ça !* » J'entends mal ce que dit ce parent au téléphone, mais je le sens ému, exalté. Le réseau est saturé, les appels ne passeront bientôt presque plus. Dans la foule, je croise une connaissance de notre famille que je n'ai pas vue depuis près de 15 ans ; elle me confie à son tour : « *Je n'ai jamais vu ça. Et Dieu sait qu'on en a fait des marches, à l'époque [années 1980 et début des années 1990, nldr] ! Je n'ai plus de voix, je n'ai pas arrêté de pleurer quand je suis arrivée et que j'ai vu ça.* » Une de mes professeures du primaire est postée là, à l'entrée du tunnel des facultés menant à la place Audin, et tourne sur



elle-même, silencieuse, pour observer la scène et la foule défilant au rythme de « *Djibou el BRI ou zidou e'sa'iqa. Makanch el khamssa ya Bouteflika* » [« Ramenez la **BRI**, ramenez les commandos. Il n'y aura pas de cinquième mandat, Bouteflika »], un chant de supporters, comme la plupart des slogans entonnés. Le tunnel amplifie les voix, l'atmosphère est grisante. Un hommage est rendu aux *harragas*, ces personnes qui ont péri dans la Méditerranée en essayant de la traverser : « *Ellah yerham el harraga* » [« Que les *harragas* reposent en paix »].

Peut-être autant que le nombre de manifestants, c'est l'autodiscipline et l'absence de leaders politiques et de partis qui marquent. L'opposition est absente de cette marche. Invisible. Certains partis ont appelé au boycott et au report des élections présidentielles, ou encore à l'application de l'article 102 de la Constitution sur l'état d'empêchement du président de la République à exercer ses fonctions, mais leur participation aux marches se fait à titre individuel, et reste anecdotique. Des hommes et des femmes d'un âge avancé marchent parmi les jeunes manifestants ou se tiennent sur les trottoirs pour regarder passer le cortège, stupéfaits. Des femmes lancent des bouteilles d'eau depuis leur balcon sous les acclamations de la foule. Et des slogans, encore, cette fois adressés aux forces de l'ordre : « *Silmiya, silmiya !* » [« Pacifique, pacifique ! »], « *Djeïch, chaâb, khawa, khawa* » [« L'armée (ou la police) et le peuple sont frères »] ou encore « *Nehi el caskita ou arouah m'ana* » [« Enlève ton casque et rejoins-nous »]. Pour beaucoup, ces mots d'ordre résonnent comme autant d'appels à la non-violence, à la fraternité : il s'agit d'éviter que le mouvement, et le pays, ne basculent dans la violence. Les souvenirs de la répression sanglante de la révolte d'octobre 1988 et ceux de la guerre des années 1990 reviennent constamment dans les conversations, dans les cafés, sur les réseaux sociaux ou, le soir, dans les familles. Les gens répètent inlassablement qu'il ne faut surtout pas que l'Algérie, son peuple, revive ses plus sombres années, qu'il faut à tout prix éviter que le sang ne coule, qu'il ne faut pas tomber dans le piège. La crainte de vivre une expérience similaire à celle des soulèvements égyptiens, libyens et syriens est présente : on ne veut pas de ce « scénario ».



□Alger, 1<sup>er</sup> mars 2019, par Amine Boumena□

La marche se déroule dans le calme, passant par les principales places du centre-ville avant d'en gagner les hauteurs. Les slogans se suivent, parcourent la foule, s'épuisent puis repartent de plus belle, par vagues. Les noms de Ouyahia, actuel Premier ministre, et ceux des frères Bouteflika ressortent distinctement. Si la présence de la génération de nos parents est indéniable, la majeure partie des individus présents sont jeunes ; il apparaît que la polarisation de la société entre « démocrates/républicains » et « islamistes », si prégnante dans les années 1990, n'est plus aussi déterminante. C'est une population en phase avec sa complexité, et non ses « contradictions », comme on l'entend souvent, qui a marché vendredi et qui semble avoir dépassé les « assignations à identité », pour citer une proche, dans lesquelles a baigné, à son insu, la génération précédente, celle de nos parents. Nous voici bloqués au niveau de l'École des Beaux-Arts par un barrage de camions anti-émeutes et d'URS [*équivalent des CRS, ndr*]. Les marcheurs continuent d'affluer mais le mouvement s'arrête, stagne ; le risque d'un mouvement de foule est grand. On entend alors de petites explosions, puis parfois de grands « boum », qui correspondent certainement à des tirs de gaz lacrymogènes — ou peut-être à des grenades de désencerclement. Nos connaissances dans le domaine de l'attirail répressif de la police algérienne sont limitées ; nous n'avons pas l'habitude. On aperçoit les nuages des bombes lacrymogènes. Nous sommes alors nombreux à rebrousser chemin, après plus d'une demi-heure d'attente, pour nous échapper par une ruelle descendante. Il devient difficile d'avancer.



**« La télévision nationale montrera des images des manifestations au cours de la semaine mais coupera systématiquement tous les slogans en référence au départ de Bouteflika. »**

La rumeur de la foule se répercute sur les façades des bâtiments ; impressionnée, je fais une vidéo de l'écho de ces milliers de voix sur les murs blancs. Dans cette ruelle que nous avons choisie pour notre halte, nous avons une vue sur ce qui se passe en face de l'École des Beaux-Arts : un mouvement de foule et de panique, peut-être le début d'affrontements entre les manifestants et la police. Les récits nous parviendront plus tard : certains manifestants ont perdu connaissance tant la pression était forte et l'air irrespirable. Je regagne l'artère principale et la redescends une seconde fois. La manifestation forme alors une boucle et changera de direction en fonction des barrages de police et de leur avancée. Il est 16 h 30 ; certains abandonnent la marche ; le flux n'en reste pas moins très important, constamment en mouvement. J'entre dans l'immeuble d'une amie, aux côtés d'un groupe de femmes, des voisines : de retour chez elles, elles chantent, euphoriques, les slogans de la marche à celles et ceux qui ont choisi de ne pas sortir manifester. Depuis le balcon, on aperçoit un nuage de fumée qui grandira au fil des heures, non loin du palais présidentiel d'El-Mouradia, pendant qu'un des hélicoptères stationne au-dessus. Dans le bourdonnement incessant de ces appareils, des sirènes de police ou d'ambulances s'élèvent.

Les événements semblent prendre une autre tournure à la fin de cette journée, pourtant merveilleuse. La boule au ventre revient. Nous apprenons qu'il y a des affrontements sur la route qui mène vers le palais présidentiel et sur la place du 1<sup>er</sup> Mai, point de départ de la marche pour un grand nombre de manifestants. Une amie, au téléphone, me raconte, choquée, ce qu'elle voit depuis la fenêtre de son appartement sur ladite place. « *C'est hyper violent. Les flics n'arrêtent pas de gazer. Ils gazent, et les jeunes ripostent en tirant des pierres. Je suis sûre qu'il y a des morts.* » Il y aura de nombreux blessés, mais pas de morts. Au dernier barrage de police, avant la montée qui mène au palais présidentiel, la police, filmée, lance des bombes lacrymogènes et des pierres sur les manifestants. Des jeunes hommes ripostent par des jets de pierres. Une voiture prend feu. Les manifestants, diront les rumeurs, ont été infiltrés par des *baltagiyas*, ces individus payés par les autorités pour provoquer des débordements. On raconte que des poubelles remplies de pierres ont été vues, disposées en amont pour pousser les jeunes à s'en servir contre les policiers ; on raconte aussi que ces poubelles ont été remplies par des jeunes qui ont nettoyé la rue après la première vague d'affrontements. La confusion est aussi grande quant aux circonstances de la mort de Hassan Benkhedda —

une enquête a été ouverte et un appel à témoin lancé sur Facebook par son frère. Ce soir, le journal de 20 heures s'ouvre sur les manifestations et les échauffourées entre manifestants et policiers, mais n'y consacre que quelques minutes pour enchaîner sur l'agriculture dans le Sahara. La télévision nationale montrera des images des manifestations au cours de la semaine mais coupera systématiquement tous les slogans en référence au départ de Bouteflika.



□Alger, 1<sup>er</sup> mars 2019, par Lydia Saidi□

## Ouvrir le présent

Le 3 mars, la mobilisation se poursuit par des rassemblements d'étudiants dans plusieurs villes. À Alger, les étudiants des différentes facs, dont certaines sont situées au bord des principaux axes routiers, arrivent à forcer les barrages policiers et sortent sur la route. Les automobilistes poussent leurs véhicules pour les laisser passer, klaxonnent en signe de soutien. L'accès à Alger est bloqué à l'ouest comme à l'est. Une partie de la marche des étudiants se poursuit autour du siège du Conseil constitutionnel, où les candidats à la présidentielle sont attendus pour déposer leurs dossiers : elle est repoussée par la police. Des informations circulent sur les réseaux sociaux sur le fait que le nom de Bouteflika ne serait pas sur la liste desdits candidats, puis que ses signatures seraient finalement arrivées dans pas moins de cinq fourgons. La journée s'étire. Le soir,



nous sommes branchés sur les réseaux et la télévision nationale dans l'attente de la déclaration, annoncée plus tôt, d'un président absent depuis près d'une dizaine de jours — on ne sait s'il est rentré en Algérie ou s'il se trouve toujours à Genève... Vers 19 heures, on apprend que Bouteflika adresse une lettre au peuple algérien, lue à la télévision nationale. L'homme dit prendre en considération les manifestations, comprendre la colère et l'inquiétude légitime des « *jeunes* », puis réitère son engagement vis-à-vis du peuple algérien, dont il prétend respecter la volonté. Il poursuit en demandant à ce dernier de « *lui renouveler sa confiance* » en votant pour lui et promet d'organiser une « *conférence nationale inclusive et indépendante* » en vue de changer le système en place, dont il feint, sans duper personne, de ne pas faire pleinement partie. Cette conférence nationale, qui n'est pas sans rappeler le grand débat national organisé par Macron de l'autre côté de la Méditerranée, sera, précise-t-il, suivie par une « *élection présidentielle anticipée* » et transparente (à laquelle il ne sera pas candidat) et par l'adoption, par référendum, d'une nouvelle Constitution (qui marquera la naissance de la « *nouvelle République* » et du « *nouveau système algérien* »).

**« *Le soir, nous sommes branchés sur les réseaux et la télévision nationale dans l'attente de la déclaration, annoncée plus tôt, d'un président absent depuis près d'une dizaine de jours.* »**

Cette lettre, difficilement intelligible (même pour qui serait familier de l'opacité du système algérien et aurait le bagage nécessaire pour tenter de lire entre les lignes), est vécue comme un énième affront par une grande partie de la population, certaine que le pouvoir essaie de gagner du temps. Confusion, colère. Le soir même, des milliers de personnes sortent dans la rue, à Alger, à Skikda, à Guelma... Des messages circulent sur Facebook pour mettre en garde contre le risque de dérapage — l'angoisse des années noires refait surface, une fois de plus. Des prières sont formulées sur Facebook. Des rumeurs, démenties le lendemain, racontent que l'armée a occupé la ville d'Alger. Quelques échauffourées ont lieu dans un quartier des hauteurs de la ville, d'autres à Skikda, mais les marches se déroulent globalement dans le calme. Les slogans du jour sont présents la nuit : « *Pacifique, pacifique !* » et « *Enlève ton casque et rejoins-nous* ». Des vidéos sont postées, où l'on peut voir que malgré la colère, malgré le rejet catégorique d'un cinquième mandat signifié par cette sortie des corps dans la nuit, l'ambiance reste sereine, parfois euphorique, confiante. Le lendemain, le soulagement est grand lorsque nous apprenons qu'il n'y a pas eu de heurts, ni de sang.

La mobilisation se poursuit à l'heure où j'écris ces lignes, avec, pratiquement chaque



jour, un rassemblement ou une marche dans des villes toujours plus nombreuses. Des assemblées générales se constituent au sein des universités, en présence des enseignants. Un désir d'organiser des débats citoyens émerge ici et là ; quelques initiatives voient le jour. Des Algériens de la diaspora, notamment de France ou de Tunisie, et dont certains étaient déjà présents le 1<sup>er</sup> mars, font le voyage du retour pour assister à ce moment exceptionnel. S'il est encore tôt pour parler de révolution ou de processus révolutionnaire, ces mots sont sur de nombreuses lèvres, à commencer par celles des commentateurs et des analystes. On se demande aussi, bien sûr, si l'Algérie va connaître le même sort que les autres « printemps ». Cet élan semble pourtant s'éloigner de ce qui s'est passé en 2011. Aujourd'hui, les Algériens, du moins une grande partie d'entre eux, donnent le sentiment d'être d'accord sur ce qu'ils ne veulent pas. Mais il faudra du temps pour déterminer ce que nous voulons, dans l'hypothèse du départ d'une partie de la classe gouvernante — celle de l'ère Bouteflika au moins. Des représentations dominantes au sein des protestataires et dans les médias, parfois romantiques, portées sans doute par un espoir irrésistible qui voudrait que l'on s'oublie, juste pour un moment, imaginent ce système s'en aller du jour au lendemain. Mais nombreuses sont les voix qui mettent en garde contre sa puissance et ce dont il est capable pour se maintenir en place. « *Ce système n'est pas resté au pouvoir près de 70 ans pour rien* », nous soufflent-elles. L'heure est aux interrogations, à la réflexion, plutôt qu'aux conclusions impatientes. Si le « *champ des possibles*<sup>5</sup> » semble s'être largement étendu, il faut néanmoins garder en tête les enjeux qui sont ceux de notre époque, de la situation singulière de l'Algérie en tant qu'État, des expériences passées de cette société, des sociétés voisines. Tous ces éléments à l'esprit, nous pourrions, portés par l'espoir et l'élan vital qui explosent depuis près de 10 jours en des centaines de milliers de corps dans les rues, construire une base réellement solide et continuer à « *ouvrir le présent*<sup>6</sup> ».

---

Photographie de bannière : Alger, 1<sup>er</sup> mars 2019, par Fethi Sahraoui  
Photographie de vignette : Alger, 1<sup>er</sup> mars 2019, par Amine Boumena

---

1. L'Algérie est divisée en 48 collectivités publiques territoriales, dites « *wilayas* ». [↔]
2. Assemblée populaire communale : l'équivalent d'un conseil municipal en Algérie, dont le président est le maire de la commune. [↔]
3. L'incertitude des moments précédant cette marche a été décrite par Salah Badis, dans un article intitulé « *Extension du domaine des possibles* », traduit de l'arabe et publié sur le Huffington Post Maghreb. [↔]
4. Les chiffres restent encore imprécis. [↔]
5. Salah Badis, *art. cit.* [↔]



6. Malika Rahal, « Dans ces espoirs que l'on veut contenus se lit toute une expérience historique », *Le Monde*, 4 mars 2019.[↔]